

Communistes

www.PCF.fr

Les capitalistes accélèrent, alors nous aussi nous devons accélérer (p. 3)



Vidéo

Malgré 5,8 milliards
d'aides publiques versées,
la filière automobile
continue de
délocaliser

Hauts-de-France Campagne pour la santé

(p. 4)

Capitularde

A lors que Donald Trump enclenche sa guerre commerciale tout azimut, Christine Lagarde, l'ex-ministre de Sarkozy et actuelle présidente de la Banque centrale européenne, n'a rien trouvé de mieux que de proposer aux pays européens d'acheter davantage américain, notamment du gaz naturel liquéfié (GNL) et du matériel de défense, histoire d'amadouer le peroxyde de la Maison-Blanche. Étrange conception de la souveraineté européenne et française. Les méchantes langues rappelleront que Lagarde a commencé sa carrière au sein du cabinet d'avocats d'affaires américain McKenzie dont elle présida longtemps le comité exécutif. ☹

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : € **« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »**

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à [Léna Mons](mailto:Lmons@pcf.fr) < Lmons@pcf.fr >

saue qui peut l'enfance **RETOUR A GAZA**



7 février, à partir de 11h30 : 63^e commémoration du massacre du métro Charonne, où 9 camarades ont été tués par la police sous les ordres du préfet Papon. Métro Charonne (75011)

7 février, à partir de 19 h : « C'est complètement surréaliste ! », soirée lectures/discussion organisée par la commission Culture. Siège du PCF (75019)

7 février, à partir de 19 h : Repas du PCF Le Relecq Kerhuon : apéritif suivi d'un couscous, dessert, fromage avec vin et boissons comprises pour 15 € par personne, 8 € pour un enfant. Règlement par chèque à l'ordre de ADF PCF 29 avec possibilité de régler sur place. Inscriptions le 31 janvier au plus tard auprès de Gilles 06 15 31 02 15 ou Pierre-Yves 06 80 85 94 23. Salle polyvalente, Maison municipale des Associations Germain Bournot, Relecq-Kerhuon (29)

8 février, à partir de 11 h : Réunion de la commission Culture, centrée sur la question : « Face aux attaques, quelles politiques publiques de la culture ? ». Fédération de Seine-Saint-Denis (93)

8 février, à partir de 13h30 : Après-midi Commission Fièr-e-s et Révolutionnaires, avec 2 tables rondes. Inscription obligatoire au lien suivant : Siège du PCF (75019)

8 février : Banquet républicain « la poule au pot », cuisinée maison avec des produits locaux. Participation 10 € et 5 € (adultes/enfants). Une tombola est organisée à 50cts le billet. Allonnes (72)

11 février, à partir de 18h30 : Soirée de présentation et de débat sur les propositions de la commission Pour les droits des personnes handicapées, en présence notamment de Fatima Khallouk, responsable de la commission, et de Fabien Roussel. Siège du PCF (75019)

13 février, à partir de 18 h : Vernissage de l'exposition « 100 Artistes pour la libération du journaliste américain Mumia Abu Jamal », organisée par la galerie l'Art et la Paix et le Mouvement de la paix. Maison de la Paix, Saint-Ouen (93)

15 février, à partir de 17h30 : De l'utilité du parti politique, rencontre avec Jean Quétier, professeur agrégé et docteur en philosophie de l'université de Strasbourg. Salle des Tilleuls, Manosque (04)

17 février, à partir de 19 h : Soirée d'hommage pour le 1^{er} anniversaire de la Panthéonisation du couple Manouchian, en présence de Fabien Roussel, Nicolas Offenstadt, professeur d'histoire contemporaine-Panthéon Sorbonne, Pierre Ouzoulias, vice-président du Sénat, sénateur PCF des Hauts-de-Seine, Barbara Wolfffer, administratrice du Panthéon (sous réserve) et

Sylvie Zaidman, directrice du Musée de la Libération de Paris. Siège du PCF (75019)

À partir du 17 février : La section d'Hendaye-St-Jean-de-Luz organise, en collaboration avec l'association Les amies et amis de la Commune de Paris, une exposition sur la Commune de Paris 1871 avec focus sur les femmes et la Commune, visible jusqu'au 1^{er} mars. Vernissage: 17 février à 18 h, conférence par Francis Pia le samedi 22 à 18 h. Halles Gaztelu, Hendaye (64)

15 mars, à partir de 19 h : Banquet de la section du Parisis : buffet, soirée dansante et tombola. Contact et inscriptions : / 06 64 67 77 15 / 06 28 33 30 51. En présence d'Emmanuel Maurel, député de la 3^e circonscription et des élus-es de la ville. Salle polyvalente, Pierrelaye (95)

26 avril. Le PCF Arlysère organise la Fête du muguet de son journal *Liberté* dans la salle des Fêtes de La Bâthie avec réunion politique de 11 h à 12 h suivie d'un apéritif et d'un repas dansant qui regroupe chaque année plus de 150 convives.

Les initiatives de la Fondation Gabriel-Péri

5 février, à partir de 18h30 : Chroniques transatlantiques. Retour de D. Trump : quelles conséquences pour l'Europe et le monde ?, avec Bernard Duterme (sociologue, directeur du CETRI) ; Vincent Vicard (économiste et adjoint au directeur du CEPII) ; Marie-Claire Cailletaud (syndicliste, membre honoraire du CESE, vice-présidente de la Fondation) ; un-e membre de la direction nationale de la CGT ; Guillaume Roubaud-Quashie (président de la Fondation Gabriel-Péri) ; Charlotte Balavoine (responsable Europe du PCF). Inscription : . Espace Niemeyer, Salle des conférences (75019)

12 février, à partir de 18h30 : 1^{er} décembre 1944. Le massacre de Thiaroye. La fin d'un mensonge d'État ?, rencontre avec Armelle Mabon autour de son livre *Le massacre de Thiaroye* (historienne spécialiste du sujet auquel elle se consacre depuis de nombreuses années, ce livre vise à réhabiliter l'honneur de soldats coloniaux morts par la France) ; Emilien Abibou (réalisateur, petit-fils d'Antoine Abibou, tirailleur natif du Togo, le plus lourdement condamné) ; Félix Atchadé (responsable du collectif Afrique du PCF). En partenariat avec les *Cahiers d'Histoire* et la Librairie Longtemps. Inscription : . Espace Niemeyer, Salle des Conférences (75019)

Les capitalistes accélèrent, alors nous aussi nous devons accélérer

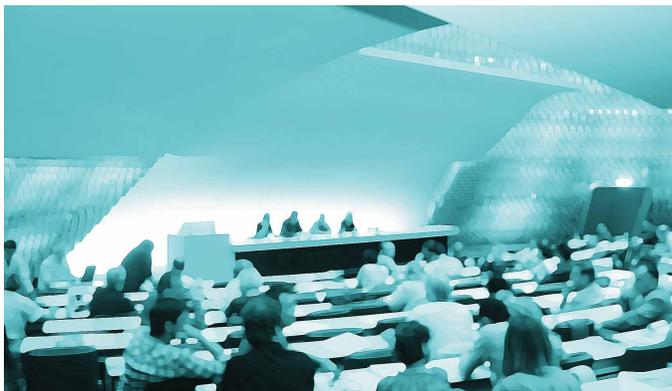
Extrait du rapport d'Igor Zamichiei au Conseil national du 1^{er} février 2025

Cette année 2025 a débuté il y a un mois et pourtant nous sommes nombreux à avoir ce sentiment qu'il s'est déjà écoulé une année entière.

2025 est déjà, et sera sans nul doute dans les mois qui viennent, une année de grands bouleversements en France, en Europe et dans le monde. Nous vivons une époque d'accélération politique. Nous sommes confrontés à des bouleversements profonds, rapides qui traversent toutes les sphères de la société : économie, écologie, technologie, et relations internationales. Et cela va continuer. Parce que ces transformations ne sont pas simplement des faits isolés, mais les conséquences d'une intensification violente des contradictions fondamentales du système capitaliste, qui exacerbe les tensions entre classes sociales.

Oui, l'histoire s'accélère parce que l'affrontement de classe s'accélère.

Une part grandissante des principaux acteurs capitalistes, dirigeants et actionnaires des plus importantes capitalisations boursières occidentales, des dirigeants des GAFAM aux grandes industries stratégiques, se saisissent de tous les leviers à leur disposition pour maintenir ou accroître leur taux de profit dans une situation où cela est rendu considérablement plus difficile, parce que le développement capitaliste de ces dernières décennies a brisé toutes les bases productives d'une croissance saine



pour alimenter une croissance financière qui détruit l'humain et la planète et génère d'immenses inégalités.

La vitesse à laquelle évolue le monde ne doit pas nous effrayer, mais nous inciter à agir.

Chaque crise est aussi une opportunité : exacerber les contradictions du système, renforcer la solidarité contre les divisions que veut opérer le capital, proposer des alternatives crédibles, construire le rapport de forces nécessaire pour une véritable transformation.

Nous devons plus que jamais nourrir et fédérer les luttes, articuler un programme de rupture avec le capitalisme et mobiliser autour d'un projet de société à la hauteur des défis du siècle.

Les capitalistes accélèrent, alors nous aussi mes camarades nous devons accélérer. ✪

Fête de l'Huma, solidarité internationale, 1er mai, grèves, vie locale...
Vous avez filmé des événements dans votre ville ou quartier,
pendant vos activités militantes ou vos voyages dans les pays socialistes ?
Vous avez retrouvé des films de famille dans une cave ou un grenier ?
Vous n'avez pas d'appareil pour les lire ou les projeter ?

NE JETEZ PAS VOS FILMS !

8 mm, super8, 9,5 mm, 16 mm, VHS, mini-DV,
muet ou sonore, noir et blanc ou couleur...



Depuis 1998, l'association Ciné-Archives réalise un travail de préservation, de conservation et de valorisation de films sur des luttes politiques et syndicales en France et dans le monde.

POURQUOI DÉPOSER VOS FILMS ?

- Vous restez propriétaires de vos films
- Ciné-Archives garantit des conditions de conservation optimales
- Vos films sont numérisés gratuitement et valorisés sur le site de Ciné-Archives

CONTACTEZ-NOUS

Ciné-Archives - 2 place du Colonel Fabien - 75019 Paris
diffusion@cinearchives.org 01 40 40 12 50 www.cinearchives.org



Campagne régionale pour la santé

À l'initiative des élus régionaux communistes, avec les cinq fédérations PCF des Hauts-de-France (Oise, Aisne, Somme, Nord, Pas-de-Calais), nous lançons une campagne régionale sur la santé.

Cette campagne a pour objet de mettre dans le débat public les difficultés d'accès aux soins et la dégradation des indicateurs de santé de notre région. Elle vise à construire avec les citoyens la proposition d'une autre politique de santé pour la région.

Quarante ans de numerus clausus ont causé un déficit de 70 000 médecins en moyenne, entraînant une démographie médicale déséquilibrée, avec seulement 16 000 médecins de moins de 34 ans pour 50 000 médecins de plus de 60 ans, et ce déficit s'aggrave avec la hausse et le vieillissement de la population, qui a augmenté de 20 % depuis les années 80.

Malgré cela, les gouvernements successifs depuis plus de vingt ans ont décidé... de ne rien faire. Il en a été de même depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, alors que nul ne pouvait ignorer que la pénurie allait s'aggraver mécaniquement d'ici à 2030 et perdurer au-delà si aucune mesure d'anticipation n'était prise.

Au bout de cette logique mortifère, la décennie actuelle est bien celle de tous les dangers pour les malades et la décennie suivante, avec un quota de formation rehaussé mais encore tout juste équivalent à celui de 1972 (où il y avait 30 % de population en moins)

Mettre en place un grand plan de formation est primordial, notamment en commençant à former avec les moyens nécessaires tout de suite 15 000 médecins et 1 900 chirurgiens-dentistes / an.

Pour cela, il faut aussi rendre à l'hôpital les moyens d'assurer le rôle formateur qui est le sien et cesser cette casse du service public qui renvoie les assurés sociaux vers le secteur privé lucratif, ses dépassements d'honoraires. Cette sélection par l'argent, en matière de santé, est injustifiable, sauf pour enrichir les actionnaires...

Cette politique de casse de l'hôpital public est un choix politique. Elle a permis de dégager le marché pour ouvrir un espace aux grands groupes de santé privés qui étaient en difficulté pour concurrencer un service public de qualité, c'est une privatisation rampante. Cela permet à ces grands groupes privés de récupérer, pour verser des dividendes, l'ar-

gent de la Sécurité sociale, c'est-à-dire l'argent de nos cotisations sociales.

Nous voulons animer une grande action citoyenne pour proposer un plan régional de santé alternatif à celui de l'ARS qui répond aux besoins réels des citoyens de notre région.

Le premier tract de cette campagne fait un point sur la situation sanitaire de notre région, met en débat quelques grandes propositions et, par le biais d'un QR code, permet de se connecter sur un site Internet et de laisser ses coordonnées et/ou un témoignage.

Nous mettons, avec ce site Internet, un outil de convergence des différentes luttes et des différents

acteurs de ces luttes sur le territoire des Hauts-de-France.

Nous proposons de mener cette campagne avec tous les citoyens des Hauts-de-France, professionnels de santé ou non, syndicalistes, comités de défense des hôpitaux, associations d'usagers... pour pouvoir enfin mettre l'État devant ses responsabilités. ✪

Loïc Pen
membre du CN



KARINE TROTTEIN

"80 ans après la Sécu, l'accès aux soins en péril : quelles solutions ?"

SANTEENDANGERHDF.FR

Les vœux du PCF placés sous le signe de la solidarité

La fédération de Moselle du PCF a souhaité placer ses vœux sous le signe de la solidarité. Ce samedi 25 janvier, à l'occasion d'un moment de convivialité, Jacques Maréchal, secrétaire départemental du PCF, a remis un chèque de 750 euros à Jean-Luc Hilpert, président du Secours populaire français. Ce chèque est destiné à venir en aide à la population de Mayotte touchée par un cyclone en décembre dernier. Une délégation de l'Association mahoraise culturelle et sportive de Metz était présente. Koudrati Moindjie a remercié les communistes de ce beau geste et a témoigné de la situation de la population mahoraise qui a encore besoin de la solidarité. Le président départemental du SPF a présenté l'activité de son organisation dans l'île. L'année dernière, les communistes avait remis un chèque pour venir en aide à la population de Gaza.

En effet, la solidarité est au cœur de l'engagement des communistes, a rappelé le dirigeant communiste. Cette valeur fondamentale de notre organisation doit aussi se traduire par des actions de solidarité concrètes. Dans une société où la politique n'a pas bonne presse, les actes de solidarité sont utiles, porteurs d'espoir, et montrent la sincérité de l'engagement qui est le nôtre.

Dans un pays où les choix politiques et économiques sont faits pour les plus riches et les puissants, il faut faire prévaloir la solidarité comme un nouveau moteur de la vie politique. Ainsi, à l'occasion du 80^e anniversaire de la Sécurité sociale, le PCF Moselle entend engager une bataille départementale pour renforcer les logiques de solidarité contre la logique de marchandisation de la santé. 🇺🇸



La commission nationale LGBTQI+ du PCF, Fier·e·s et Révolutionnaires, est un espace de lutte et de réflexion pour défendre les droits des personnes LGBTQI+ et promouvoir une société émancipatrice. Dans un contexte de résistances et de mobilisations, elle organise une après-midi d'échanges

samedi 8 février 2025

au siège du PCF

(place du Colonel-Fabien, Paris 19^e).

Au programme : une rétrospective des luttes de 2024 et des enjeux à venir, suivie d'une table ronde sur la transidentité.

Associations et livres militants seront présents.

Inscription obligatoire :

<https://framaforms.org/incription-apres-midi-8-fevrier-2025-1736777626>



Il était une fois le colonel Fabien

Une série historique de Gérard Pellois (épisode 3)

Quand Pierre revient en France en août 1938, ce n'est plus l'ambiance du 14 juillet de 1936. Toutefois, la JC et l'UJFF (Union des jeunes filles de France) du quartier Combat organisent un vin d'honneur pour son retour et celui de son frère Daniel, commissaire politique d'un bataillon de la quatorzième brigade. Sa « marraine » de guerre, Andrée Coudriet, est présente. Andrée est secrétaire dans un atelier de réparation, syndiquée à la CGTU depuis 1935 et membre de l'UJFF. C'est le coup de foudre, ils ont dix-neuf ans.

En février 1939, Pierre obtient son diplôme d'ajusteur-aviation et est embauché à la Compagnie générale des voitures jusqu'au 4 juillet 1939, puis à l'usine Capra à La Courneuve.

En avril, il est élu au Conseil national de la JC. Le 8 juillet 1939, Andrée et Pierre se marient à la mairie du XIXe, le repas a lieu au restaurant coopératif « La famille nouvelle ». Puis, avec les « billets populaires pour congés annuels », ils partent en voyage de noces en Touraine. Ils emménagent eux aussi dans le XIXe arrondissement.

À leur retour la guerre est déclarée. En septembre le PCF, la JC sont interdits. La répression est terrible, plus d'un millier d'organisations syndicales ou groupements politiques sont dissous, des milliers de militants emprisonnés et 11 000 perquisitions effectuées. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, a tenu les promesses faites le 1er juillet 1939, à l'ambassadeur d'Allemagne en France, de

« ramener les communistes à la raison ».

Le 2 décembre 1939, la police perquisitionne chez Raymonde, l'épouse de Daniel qui est sous les draps. Jacques, le benjamin des frères Georges, se fait prendre chez elle avec des tracts imprimés clandestinement. La police trouve l'adresse de Pierre et Andrée. Pierre est arrêté dans son usine, Andrée et Raymonde sont incarcérées à la Petite-Roquette, Pierre et Jacques à la prison de la Santé, tabassés et torturés. Andrée, malade et enceinte, est libérée en février 1940, obtient un non-lieu en mai et part en exode à Jussey (74). Le 10 août 1940, elle met au monde une fille prénommée Monique. Raymonde, quant à elle, rejoint la Résistance à sa libération un an plus tard.

Rien n'est retenu contre Pierre mais il n'est pas libéré. Considéré comme individu dangereux, selon le décret du 18 novembre 1939, il a le statut d'interné administratif. Il sera transféré au château de Baillet (95), ancienne propriété de la CGT transformée en

camp d'internement. Son frère Jacques est dirigé sur le camp de Gurs (64).

Les troupes nazies entrent en France, Baillet est évacué, direction le sud. Lors du transfert, Pierre réussit à s'évader. Il croise le 126e régiment d'infanterie de Brive qui fait retraite. Il se dit sergent-chef, prisonnier des Allemands et évadé, il n'a plus ses papiers. On le croit ! Sous une fausse identité, il dispose maintenant d'un livret militaire.

Juin 1940 : il prend contact avec la JC et un ancien brigadiste du groupe des travailleurs étrangers (GTE) à Malemort (19). Il organise le groupe en équipes de trois, recrute, forme à l'action clandestine. Pierre est « démobilisé » le 23 août 1940. Avant de partir rejoindre la direction Zone sud, il tient à réunir l'ensemble du groupe : « La lutte sera difficile, mais il est nécessaire d'amplifier le combat, démystifier l'opinion, préparer ainsi le peuple de France à chasser l'occupant. » Il entre de plain-pied dans la clandestinité. 🇫🇷



EVARS : l'éducation est notre meilleure arme contre les violences sexistes et sexuelles !

Le Conseil supérieur de l'Éducation vient d'adopter un nouveau programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS). Le MJCF se félicite de cette avancée, qui devra permettre aux élèves de la maternelle au lycée de s'approprier les notions de consentement, de respect de soi et des autres, de lutte contre les stéréotypes sexistes, de marchandisation du corps à travers le système prostituteur ou l'industrie pornographique.

Cependant, il ne suffira pas d'inscrire l'EVARS dans les programmes scolaires pour garantir son application. La loi qui a rendu obligatoire les 3 séances d'éducation à la vie affective et sexuelle date de 2001, et pourtant seules 15 % d'entre elles sont effectivement réalisées. En l'absence de moyens pour recruter, former et accompagner les professionnels qui dispensent cet enseignement, ce nouveau programme risque de n'être qu'une promesse sans lendemain du gouvernement.

Comment prétendre vouloir faire de l'EVARS une priorité quand on met en place une politique d'austérité budgétaire dans l'Éducation nationale, et que le nombre de postes de professeurs diminue ?

Nous condamnons toutes les attaques de la droite et de l'extrême droite vis-à-vis de l'EVARS, des parlementaires qui tentent d'en affaiblir le contenu aux associations de parents d'élèves qui menacent les enseignants et incitent à retirer les enfants des classes.

Des reculs ont déjà eu lieu lors des phases préliminaires de concertation. Par exemple, alors que ce programme a été validé scientifiquement par des professionnels en sciences de l'éducation, avec l'objectif de découvrir progressivement le corps pour aller vers l'éducation à la sexualité au collège, des pressions ont été exercées pour retirer la mention des organes génitaux sur les planches destinées aux élèves de primaire.

De plus, les jours et horaires des séances devront être communiqués en amont aux parents. Pourquoi cette obligation, qui n'existe pour aucune autre matière, si ce n'est pour permettre aux parents de garder leur enfant à la maison ce jour-là ? Dans l'enseignement public comme dans l'enseignement privé sous contrat, toute forme d'entrave à l'éducation est intolérable et doit être condamnée.

Ainsi, nous appelons les directions d'établissements scolaires à s'assurer de la mise en place de ces séances et de l'assiduité de l'ensemble des élèves à celles-ci, et à soutenir les équipes enseignantes face aux attaques qu'elles pourraient subir pour avoir suivi les programmes scolaires.

Les groupes de pressions et associations religieuses n'ont aucune légitimité à s'immiscer dans ces programmes. La laïcité, c'est aussi ça.

De même, les rumeurs, mensonges et désinformations de la droite et de l'extrême droite relayés par certains médias complaisants doivent être combattues. Elles relèvent d'une panique morale, qui vise à faire peur aux parents d'élèves pour masquer leur refus d'un apprentissage de l'égalité à l'école.

Il n'est jamais trop tôt pour parler d'égalité, de consentement. Ceux qui combattent ces trois séances se font les complices des violences perpétrées dans la société. Dans une classe de 30 élèves, en moyenne, 3 enfants sont victimes d'inceste d'après la CIIVISE.

Partout en France, le MJCF sera présent auprès des lycéennes et des lycéennes pour obtenir la mise en place réelle des séances d'éducation à la vie affective et sexuelle. Nous voulons des moyens et une réelle volonté politique pour l'EVARS, clé de voûte de la lutte contre les discriminations de genre et les violences sexistes et sexuelles. ✪



Soutenons l'Avant-Garde

journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde

2 place du Colonel Fabien 75019

chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

L'avenir du mouvement national palestinien se joue maintenant !



L'avenir du peuple palestinien et celui du mouvement national palestinien se jouent maintenant. Il faut prendre la mesure de la gravité du moment politique dans lequel ils se trouvent.

Les projets de Trump d'une part et les discussions sur l'avenir de Gaza en sont le laboratoire. Ceux-ci sont indissociables de la recomposition des rapports de force régionaux et font face à plusieurs contradictions. Trump affiche l'ambition d'un « deal » global, s'appuyant sur l'État d'Israël, l'Arabie saoudite et l'Égypte notamment. Il ne s'agit nullement d'un abandon de la région par Washington mais de l'établissement de nouvelles modalités de domination. Cependant, le fondement des accords d'Abraham, c'est-à-dire le fait d'ignorer la nécessité d'un règlement politique de la question palestinienne, n'est plus possible en l'état aujourd'hui pour les gouvernements qui se sont engagés dans cette voie, y compris l'Arabie saoudite. Les dissensions entre la Maison-Blanche et Riyad sur l'État de Palestine exprimées mardi soir ou sur les déclarations de Trump à propos d'une possible intervention américaine directe à Gaza en sont l'illustration. Par ailleurs, les déclarations criminelles de Trump sur l'épuration ethnique des Palestiniens de Gaza viennent en aide à la coalition suprémaciste et raciste de Netanyahu.

La question d'un règlement politique de la question palestinienne est plus que jamais sur la table, alors même que le mouvement national palestinien est menacé par trois dangers :



- **La poursuite de la politique criminelle de Netanyahu et de l'épuration ethnique, sans aucune réaction internationale.** Il y a déjà plus de 70 morts en Cisjordanie pour le seul mois de janvier 2025. Dernièrement à Jenine où l'UNRWA dénonce une « catastrophe » dans le camp de réfugiés suite à l'intervention de l'armée israélienne avec bulldozers, drones et véhicules blindés. L'UNRWA est désormais persona non grata en Israël et à Jérusalem Est (annexée illégalement). C'est une politique qui vise à rendre impossible la création d'un État palestinien. Cela montre que Netanyahu et les forces qui le soutiennent, après avoir été plus ou moins contraints à accepter le cessez-le-feu, n'ont en rien renoncé à leur projet suprémaciste et raciste.

- **L'hypothèse d'un « deal » encouragé par les Américains avec un certain nombre de puissances régionales se concluant par un État palestinien croupion.** Il faut de ce point de vue prêter attention

au projet de sommet annoncé en décembre par la France et l'Arabie saoudite qui devrait se tenir en juin. De même, les projets égyptiens de confier la bande de Gaza à un condominium de partis palestiniens hors OLP reviennent à poursuivre la division inter-palestinienne entre Gaza et la Cisjordanie et à affaiblir l'OLP, représentante de la lutte du peuple palestinien pour ses droits nationaux. Cela va à l'encontre d'une des grandes victoires de Yasser Arafat, c'est-à-dire l'autodétermination de la lutte du peuple palestinien et son indépendance envers les intérêts des gouvernements arabes de la région.

- **L'influence de l'islam politique.** Le Hamas, qui est historiquement l'émanation des Frères Musulmans et qui fut encouragé par Netanyahu pour mieux écraser et diviser le mouvement national palestinien, est affaibli, mais la mise en scène des libérations d'otages montre qu'il conserve ses ambitions. Rappelons ici deux éléments théoriques et historiques qu'il est nécessaire de garder en tête en tant que communistes :

1. À chaque fois que la gauche et les communistes se sont alliés aux islamistes, cela s'est terminé par le massacre des premiers au bénéfice des seconds. L'« exemple » iranien est tragiquement parlant. Plus anciennement, le 2^e congrès de l'Internationale communiste, en 1920, exclut l'accord avec les forces qu'il désignait alors sous le terme de « panislamistes [...] qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain

pour rendre plus fort le pouvoir des impérialistes turcs et japonais, de la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé, etc. » (*Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales*).

2. Le Hamas et l'islam politique représentent l'extrême droite du champ politique. Reprenons Georges Corm qui a bien défini leur projet politique et les intérêts que les impérialistes ont à l'encourager, pour écraser la gauche et toute perspective d'émancipation démocratique et sociale. De ce point de vue, les comparaisons avec la Résistance française sont absurdes. Si des forces d'extrême droite ont effectivement participé à la Résistance, l'unification de mouvements de Résistance ne s'est pas uniquement faite sur l'appel à la libération du pays, mais également sur l'exigence de sa reconstruction économique, politique et sociale sur des bases profondément transformatrices, ce qui fut l'objet du programme du CNR. Séparer les deux questions (la lutte pour la libération et la construction de l'après) sans les envisager d'un même mouvement dialectique, est une impasse dangereuse.

Autrement dit, la question est celle de l'indépendance de classe avec des alliances possibles dans le cadre d'un projet de libération nationale ET de construction de l'après.

Tout cela doit concourir à redonner à l'OLP, et à son projet, son rôle : celui d'une solution politique à un conflit politique, par l'égalité entre les deux peuples, palestinien et israélien, par l'établissement d'un État de Palestine laïc dans les frontières de 1967 d'un seul tenant (Cisjordanie, Jérusalem-Est, Gaza).

Les détracteurs de la solution à deux États sont à la peine pour proposer une alternative concrète, sauf à mettre en avant des solutions totalement irréalistes. Bien évidemment, les difficultés sont grandes

et la route semée d'embûches. Mais le fait de donner aux Palestiniens un cadre politique, une citoyenneté à égalité avec les Israéliens est le seul moyen pour assurer la réconciliation des deux peuples. Le processus sera long et difficile. La solution à deux États est également la traduction politique d'une réalité : deux peuples vivent sur la terre de Palestine. Cette réalité est prise en compte par les communistes dès les années 1940. La solution à deux États n'est pas seulement portée par le droit international, par l'ONU, mais aussi par l'OLP et les deux partis communistes, le Maki israélien et le PPP palestinien.

L'OLP cherche actuellement à reprendre la main, en exigeant du Hamas à se dessaisir de l'administration de Gaza, à l'appel de syndicats gazaouis. Le fait que l'OLP, sur la base de sa charte, puisse retrouver une place centrale et incontournable est nécessaire et conditionne l'avenir du mouvement national palestinien.

Dans ce contexte, les enjeux sont extrêmement grands pour le mouvement de solidarité avec les Palestiniens. Certaines forces, qui sont allées jusqu'à chercher à faire taire l'ambassadrice de Palestine à la manifestation du 25 janvier à Paris, portent de toute évidence un tout autre projet. Or, pour toutes les raisons décrites ci-dessus, la question centrale est celle de l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël.

Dans ce cadre, la campagne que le PCF lance sur la reconnaissance de l'État de Palestine et la campagne avec l'OLP sur la base de la déclaration de solidarité du 29 novembre est cruciale et est appelée à se développer dans les prochaines semaines. ✪

À l'adresse des militantes et des militants

Cause * commune

SURTOUT NE MANQUEZ PAS !

les deux numéros consacrés aux classes sociales

EN LIGNE
C'EST BIEN,
EN MAIN
C'EST MIEUX !



Le numéro 41 est disponible, et le numéro 42 paraîtra en janvier 2025.

N° 41. Les classes sociales, un outil indispensable pour comprendre la France d'aujourd'hui

Où est-on de l'analyse des classes sociales en France et dans le monde ? Comment cette question pèse-t-elle sur les actions des organisations qui se prononcent pour la justice sociale, la paix, la planète, et l'abolition du capitalisme ? Comment parvenir à penser la diversité des situations individuelles tout en dotant ces organisations d'expressions mobilisatrices créant du commun ? Ce sera l'objet de deux dossiers successifs de *Cause commune*.

Les numéros 41 et 42 de *Cause commune* peuvent être commandés auprès de votre fédération au prix habituel de 10 € le numéro soit 20 € les deux.

Je commande le n°41 — Je commande le n°42 — Je commande les 2 numéros

Prénom Nom.....

Adresse.....

Code Postal..... Ville.....

Adresse électronique Mobile(*).....

Bulletin à remettre à un responsable de la fédération

Signature

Date : ___/___/2024

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19